

5 avenue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 21 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 16 juin 2022
Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEGRO LOGISTICS SAS
26 et 28 avenue du Fief
ZAC DES BETHUNES
95066 SAINT OUEN L AUMONE

Référence : ud95-2022-0500-KB/CP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 juin 2022 dans l'établissement SEGRO LOGISTICS SAS implanté 26 et 28 avenue du Fief - ZAC DES BETHUNES à SAINT OUEN L AUMONE (95066). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une vérification de l'ensemble des activités exercées dans une bande de 100 m autour de l'établissement SEVESO, SOA LOGISTICS SAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEGRO LOGISTICS SAS
- 26 et 28 avenue du Fief - ZAC DES BETHUNES - SAINT OUEN L AUMONE (95066)
- Code AIOT dans GUN : 0006506778
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SEGRO LOGISTICS PARK SOA 3 est constituée d'un bâtiment de 41 000 m² environ. Ce bâtiment est divisé en 4 cellules de stockage d'environ 9 500 m² chacune.

L'installation a été autorisée par arrêté préfectoral du 23 décembre 1999. Des prescriptions ont été mises à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 16 octobre 2009. Le changement d'exploitant au profit de la société SEGRO LOGISTICS a été acté par lettre préfectorale du 23 novembre 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée, à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées,
- les observations éventuelles,
- le type de suites proposées (voir ci-dessous),
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral du 23 décembre 1999, article 35.6	/	Lettre de suite préfectorale
Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral du 23 décembre 1999, article 35.7.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Nature des activités	Arrêté préfectoral du 23 décembre 1999, article 2	/	Sans objet
Risques accidentels	Arrêté Ministériel du 11 avril 2017, article 1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de l'implantation de l'établissement à proximité d'un établissement SEVESO, l'exploitant doit être particulièrement vigilant en matière de respect des règles visant à prévenir les risques incendie sur son site et à en limiter les conséquences (moyens de lutte contre l'incendie adaptés et vérifiés annuellement, formation du personnel à leur mise en œuvre, etc, ...).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Nature des activités

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 23 décembre 1999, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, rubriques de classement au titre des installations classées			
Prescription contrôlée :			
Désignation des activités	Caractéristiques	Rubrique de la nomenclature	Régime
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans un entrepôt couvert d'un volume supérieur à 50 000 m ³	Entrepôt de 4 cellules 380 000 m ³ 16 430 tonnes	1510-1	A
Ateliers de charge d'accumulateurs	4 ateliers (150 kW)	2925	D
Installation de combustion consommant exclusivement du gaz naturel, la puissance thermique maximale de l'installation est comprise entre 2 MW et 20 MW	2,4 MW	2910-A-2°	D
A : installation soumise à autorisation D : installation soumise à déclaration			
<p>Constats : Lors de l'inspection inopinée, il convient tout d'abord de préciser que le site Seveso qui a déclenché l'action coup de poing, se trouve du côté des cellules 3 et 4, les cellules 1 et 2 étant à l'opposé. Ainsi, seul le locataire des cellules 3 et 4 a été interrogé.</p> <p>Dans un premier temps, le locataire des cellules 3 et 4, GEODIS pour NESTLÉ NUTRITION, a présenté ses activités.</p> <p>Le locataire stocke des produits de nutrition orale et entérale de marque NESTLÉ. Il alimente les pharmacies, hôpitaux, EPHAD, professionnels de santé, crèches, grossistes, ...</p> <p>La société GEODIS occupe entièrement les cellules 3 (arrivées de produits) et 4 (départs de produits). La cellule 4 a été séparée en 2 : 1 partie de la cellule dédiée aux marchés exports et l'autre partie au marché français avec une zone de picking.</p> <p>Actuellement, environ 80 personnes travaillent dans l'entrepot, dont une douzaine de personnes dans les bureaux.</p> <p>Le locataire maintient une température comprise entre 5 et 25 °C tout au long de l'année grâce à des groupes froids qu'il a installés.</p> <p>Dans un second temps, l'exploitant a présenté ses activités au regard des rubriques de la nomenclature :</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>s'agissant de la rubrique 1510</u> : l'exploitant stocke bien des matières combustibles, majoritairement sur des racks ;- <u>s'agissant de la rubrique 2925</u> : un local de charge se trouve dans chacune des cellules. La puissance totale de courant continu est de 89 kW ;- <u>s'agissant de la rubrique 2910</u> : il semble que la somme des puissances des 2 chaudières alimentant la totalité de l'entrepôt soit inférieure à 2 MW. Le site serait donc non classé au titre de cette rubrique. L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance reprenant les caractéristiques de cette rubrique. Ce dossier est en cours d'instruction par nos services.			

- s'agissant d'autres rubriques : l'exploitant a rappelé devoir contrôler la température de ses cellules. De ce fait, il dispose d'un système de refroidissement fonctionnant avec des fluides frigorigènes. Celui-ci relève donc de la rubrique 1185. Cependant, le site ne dispose pas de cette rubrique dans son tableau de classement. Or, un dossier de porter à connaissance relatif à l'ajout de cette rubrique et les impacts et risques supplémentaires générés par l'ajout de cette rubrique, a été transmis par l'exploitant en février 2022. Il est en cours d'instruction par nos services.

Observations : Sans objet

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11 avril 2017, article 1.4

Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

[...]

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Constats : Lors de l'inspection inopinée, le locataire a présenté un document se trouvant à l'accueil, daté du 03 juin 2022 sur lequel apparaissent les rubriques de classement suivantes avec leurs caractéristiques :

- rubrique 1510 :

- quantité en tonnes : 5 613,2 tonnes, maximum autorisé : 16 430 tonnes ;

- quantité en m³ : 16 299 m³

- rubrique 1185 : Quantité cumulée de fluide : 469,5 kg (49,5 kg R410A + 420 kg R404A) ;

- rubrique 2925 : Puissance maximale de courant en local de charge : 89 kW.

Les quantités stockées respectent les quantités maximales autorisées.
Les caractéristiques des 2 autres rubriques ont fait l'objet d'un porter à connaissance déposé en février 2022 par l'exploitant. Il est en cours d'instruction dans nos services.
Au dos de cet état des lieux ont été reprises les 2 cellules de stockage mentionnant "1510" avec les quais, les stockages en racks, la localisation des 2 locaux de charges et la zone de picking.
Observations : L'exploitant s'assure que cet état des stocks est tenu à jour a minima hebdomadairement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 23 décembre 1999, article 35.6
Thème(s) : Risques accidentels, détection incendie
Prescription contrôlée : Une détection automatique est installée dans l'entrepôt, les bureaux et locaux techniques. Elle déclenche les alarmes centralisées de jour comme de nuit pour permettre une exploitation immédiate des informations. Le type de détecteurs est adapté aux produits, objets ou matériels entreposés. Il est conforme aux normes en vigueur. Toutes les alarmes du site sont télésurveillées.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification du système de sécurité incendie (SSI). Celui-ci a été établi par l'entreprise ERIS le 19 mars 2021. Aucune non-conformité n'a été relevée. Or, la date de la vérification annuelle au titre de l'année 2022 n'a pu être fournie par le locataire. En effet, celui-ci rencontre des difficultés à joindre le prestataire pour la vérification au titre de 2022. L'exploitant transmet à l'inspection la date retenue pour la prochaine vérification du SSI puis le rapport de vérification accompagné d'un échéancier des travaux si nécessaire.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 23 décembre 1999 article 35.71
Thème(s) : Risques accidentels, extinction
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte, conformes aux normes en vigueur, comportent : <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles, toujours facilement accessibles ;- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'ensemble du bâtiment, implantés en fonction des stockages et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel ;- une installation d'extinction automatique à eau protégeant l'ensemble du bâtiment.
Constats : Le locataire a présenté les différents moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les derniers rapports de vérification de ces moyens de lutte contre l'incendie : <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs : dernière vérification en avril 2022 par Scutum Incendie. Le rapport indique que des extincteurs (21 sur 159) doivent être changés. Le locataire a précisé qu'il était en attente d'un devis. Le locataire a prévu de changer une partie de ses extincteurs au 2^{ème} semestre conformément au devis présenté ;- des RIA : dernière vérification en mai 2021 par Engie Solution. 52 RIA sont répartis dans l'entrepôt (4 cellules). Deux sont à remplacer coté Geodis. D'après le locataire, la maintenance des RIA est à la charge de l'exploitant. Il a relancé l'exploitant pour rappeler la vérification annuelle au titre de 2022, sans succès pour le moment ;- du désenfumage : dernière vérification en mars 2021 par Kingspam. Des non-conformités avaient été relevées mais celles-ci ont été levées selon le locataire. La prochaine vérification a été programmée les 22 et 23 juin 2022 ;- un réseau sprinklage : dernière vérification en avril 2022. Le rapport présenté mentionne qu'en avril 2022, des non-conformités ont été relevées, "sans risque de mise en échec". <p>L'exploitant transmet à l'inspection la date de vérification des RIA puis le rapport de vérification accompagné d'un échéancier des travaux si nécessaires.</p> <p>Lors de la visite sur site, il a été constaté qu'à l'intérieur de l'entrepôt, les allées de circulation sont dégagées. De même, lors de la vérification de l'extérieur du site, il a été constaté que la voie "pompiers" est entièrement dégagée.</p>
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale